



N^o 146

Le 6 juillet 1990

LES MINISTRES CROSBIE ET MAZANKOWSKI COMMENTENT
LE SOUTIEN ACCORDÉ PAR LE GROUPE DE CAIRNS À LA
PROPOSITION DE RÉFORME DU COMMERCE AGRICOLE MONDIAL

Le ministre du Commerce extérieur, John C. Crosbie, et le ministre de l'Agriculture, Don Mazankowski, ont annoncé aujourd'hui que le Canada et les autres exportateurs agricoles membres du Groupe de Cairns avaient décidé d'appuyer l'ébauche de proposition-cadre sur la réforme du commerce agricole préparée par le président du Groupe de négociation sur l'agriculture aux Négociations commerciales multilatérales. Le Groupe de Cairns vient tout juste de terminer sa réunion à Santiago (Chili).

Depuis le lancement du Cycle de négociations commerciales multilatérales d'Uruguay (NCM) en 1986, le Groupe de Cairns, qui compte quatorze pays (dont le Canada), a milité en faveur de la réforme des règles applicables au commerce des produits agricoles.

"Les pays du Groupe de Cairns ont accepté le texte du président comme base de négociation puisqu'il reprend bon nombre des propositions faites jusqu'à maintenant par le Groupe, d'indiquer M. Crosbie. Même si le Canada a plusieurs réserves importantes au sujet du texte, il reste que, dans son ensemble, ce document fournit un cadre raisonnable qui permettra de faire avancer le processus de négociation."

MM. Crosbie et Mazankowski ont précisé que "les négociateurs canadiens ont reçu instruction de faire valoir nos préoccupations sur la question de la gestion de l'offre et le subventionnement des exportations à Genève."

S'agissant de la gestion de l'offre, M. Mazankowski a fait observer que le texte du président préconise de renforcer et de rendre plus efficaces dans la pratique les règles du GATT, mais qu'il n'est pas assez explicite quant aux questions qui relèvent de l'article XI de l'Accord.

En application de cet article, le Canada impose des contrôles à l'exportation à l'appui de ses programmes nationaux de gestion de l'offre pour ce qui concerne les produits laitiers, les volailles et les oeufs. En mars dernier, le Canada a présenté une proposition visant à renforcer et à clarifier l'article XI. "Un certain nombre de pays ont souscrit à la position du Canada relativement à l'article XI, et nos négociateurs ne ménageront aucun effort pour atteindre cet objectif durant les derniers mois des négociations", a dit M. Mazankowski.

Les deux ministres ont en outre souligné que le Canada demanderait par ailleurs que le texte du président aille plus loin en ce qui a trait aux subventions à l'exportation. "Il est dit dans le texte que les subventions à l'exportation devraient être réduites davantage que d'autres formes de soutien et de protection. C'est un pas important dans la bonne direction, mais le Canada et le Groupe de Cairns estiment qu'il faut viser à terme à éliminer ces subventions à l'exportation."

M. Crosbie a signalé que les pays devaient d'urgence montrer la volonté politique nécessaire pour réformer en profondeur le commerce des produits agricoles, tout particulièrement en ce qui a trait aux subventions des exportations. "Nous reconnaissons que l'élimination progressive de ces subventions pose des difficultés réelles à bon nombre de participants. Il ne sera pas facile de trouver des solutions. Mais il faut le faire."

Compte tenu du rôle clé de l'agriculture dans l'ensemble du cycle des négociations, le Groupe de Cairns a insisté sur le fait qu'il était urgent de faire avancer promptement les négociations dans ce secteur, compte tenu du peu de temps qu'il restait.

Le Groupe a demandé instamment aux dirigeants des pays du Sommet économique, au sein duquel le Canada est le seul membre du Groupe de Cairns, d'accorder une grande priorité au succès des Négociations commerciales multilatérales et en particulier à une réforme substantielle du commerce des produits agricoles.

"Cela est pleinement conforme à la position du Canada, a indiqué M. Crosbie, et le Premier ministre fera tout en son pouvoir pour que le sommet de Houston contribue à mener les NCM à bonne fin."

Les deux ministres ont souligné qu'ils resteront en contact étroit avec tous les intervenants de l'industrie agro-alimentaire et les provinces durant la dernière phase des négociations.

Pour plus de renseignements, les médias voudront bien contacter:

Paul Benoit
Attaché de presse
Cabinet de M. Crosbie
(613) 992-7332

ou

Tom Van Dusen
Attaché de presse
Cabinet de M. Mazankowski
(613) 957-5657 ou 995-9133

COMMUNIQUÉ

RÉUNION DES MINISTRES DU GROUPE DE CAIRNS À SANTIAGO 6 JUILLET 1990

1. Les ministres et représentants du Groupe de Cairns (Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Fidji, Hongrie, Indonésie, Malaisie, Philippines, Nouvelle-Zélande, Thaïlande et Uruguay) se sont réunis à Santiago (Chili) du 4 au 6 juillet 1990. La Pologne était présente à la réunion et a participé en qualité d'observateur à toutes les séances de travail. Des observateurs de la Communauté européenne et des États-Unis ont également assisté aux séances publiques.
2. Les ministres ont été honorés de la présence du Président du Chili, Don Patricio Alwyn A., qui s'est adressé aux participants.
3. Les ministres se sont dits profondément préoccupés par la lenteur des progrès des négociations sur l'agriculture et, à cinq mois seulement de la fin de l'Uruguay Round, ont dit redouter une crise si les autres pays ne réussissent pas à faire avancer les négociations. Ils ont instamment demandé aux principaux pays industrialisés de s'engager à l'égard d'un programme ambitieux et global de réforme de l'agriculture, qui sera convenu à la réunion du Comité des négociations commerciales à Genève durant la semaine du 23 juillet.
4. Les ministres ont noté les grands efforts de restructuration économique et les importants programmes de libéralisation du commerce actuellement entrepris par de nombreux pays en Amérique latine, en Europe centrale et en Europe de l'Est, ainsi que dans la région Asie-Pacifique. Ils ont demandé aux pays industrialisés de reconnaître qu'il est essentiel pour que cette tendance se poursuive que l'Uruguay Round aboutisse, notamment que l'on parvienne à une importante réforme et à la libéralisation du commerce dans le secteur de l'agriculture.
5. Les ministres ont souligné que les participants au Sommet des principaux pays industrialisés qui se tiendra à Houston du 9 au 11 juillet devraient accorder la priorité absolue à l'Uruguay Round, notamment à l'agriculture.
6. À cet égard, les ministres se sont réjouis de l'esprit général du cadre de réforme proposé récemment par le Président du Groupe de négociation de l'Uruguay Round sur l'agriculture. Ils se sont réjouis notamment du fait que ce texte demande des engagements spécifiques sur quatre points essentiels: soutien interne, protection à la frontière, concurrence à l'exportation, réglementations sanitaires et phytosanitaires. Les ministres conviennent de l'importance de renforcer les règles et disciplines du GATT et de les rendre efficaces dans la pratique.

7. Les ministres se sont réjouis de l'accent mis par le Président sur la libéralisation de l'accès aux marchés au moyen de la conversion des mesures non tarifaires en droits de douane et de la réduction subséquente des barrières tarifaires existantes et des équivalents tarifaires. À cet égard, les ministres ont réaffirmé que l'idée de ré-équilibrage par le biais de niveaux de protection soutenus ou accrus et de mesures faussant le commerce est totalement inacceptable, quel que soit le produit.

8. Les ministres se sont félicités de la disposition voulant que les subventions à l'exportation soient soumises à des disciplines qui assureraient leur réduction à un rythme plus rapide que d'autres éléments du programme. En fait, les ministres ont souligné que l'élimination progressive des subventions à l'exportation constitue toujours à leurs yeux un objectif clé du Round.

9. Les ministres ont été déçus de ce que le Président se contente d'utiliser une mesure globale du soutien plutôt que de recourir à des engagements précis sur le plan des politiques pour exprimer les engagements concernant les réductions du soutien interne.

10. Tout en se réjouissant de ce que le Président reconnaît les besoins légitimes des pays en développement, les ministres considèrent qu'à bien des égards, le rapport du Président ne répond pas à la proposition du Groupe de Cairns. Les ministres ont convenu qu'il faut porter une attention spéciale aux programmes de protection de l'environnement et de lutte contre la pauvreté en milieu rural.

11. En ce qui concerne la lutte anti-drogue, les ministres ont rappelé la nécessité d'inciter les producteurs dans certains pays à cultiver d'autres plantes que celles utilisées pour la production de drogues illicites, comme le signale la Déclaration ministérielle de Chiang Mai. Il faudrait tenir compte de ces questions au cours des négociations.

12. Malgré ces craintes, les ministres du Groupe de Cairns ont reconnu les efforts du Président pour faire avancer le dossier dans le court délai imparti. Ils étaient donc disposés à accepter le rapport comme base minimale des négociations qui auront lieu après le mois de juillet, sous réserve que les quatre grands éléments précités soient négociés conjointement.

13. Les ministres du Groupe de Cairns ont exhorté tous les autres participants à accepter le rapport pour les négociations en cours. Ils ont recommandé aux participants du Sommet à Houston de faire de même. À cet égard, ils ont plus particulièrement demandé aux grandes puissances commerciales - Communauté européenne, États-Unis et Japon - de faire face à leurs responsabilités et d'apporter les contributions que l'on attend d'elles durant ces négociations.

14. Enfin, les ministres ont rappelé qu'ils sont déterminés à

faire en sorte que l'Uruguay Round ne se termine pas sans que l'on soit parvenu à des résultats importants - de façon complète ou partielle - dans le domaine de l'agriculture. Ils ont convenu de se réunir de nouveau si nécessaire avant la réunion du Comité de négociations commerciales à Bruxelles pour arriver à une évaluation finale relativement au programme agricole. Entre temps, les ministres continueront de travailler en étroite collaboration pour veiller à la réalisation des objectifs du Groupe de Cairns.